



*Syndicat des Personnels
Administratifs des
Services Extérieurs de
l'Éducation Nationale*

Montreuil,
Le 9 avril 2019

COMMUNIQUE



6 – 8, rue Gaston Lauriau
93 513 MONTREUIL CEDEX
Email : spaseen@fo-fnecfp.fr
Site : <https://www.spaseenfo.fr>

Un projet d'accord sur une rupture conventionnelle collective vient d'être présentée aux organisations syndicales représentatives à la Caisse de Dépôt et Consignation (CDC).

Ce projet porte sur une suppression d'une centaine d'agents pour le moment. Il s'adresse aussi bien aux salariés de droit privé qu'aux fonctionnaires de la CDC.

Le SPASEEN-FO apporte tout son soutien à FO Finances, au syndicat national de la CDC, ainsi qu'à tous les personnels.

Alors que la CDC a obtenu des résultats financiers plus que confortables en 2018, alors même qu'elle n'a jamais eu autant recours aux personnels contractuels du fait d'activités exponentielles et notamment d'objectifs en région liées à la Banque des Territoires, **le SPASEEN-FO dénonce ce projet qui n'est que l'antichambre du projet de "transformation de la Fonction publique" et qui est une des mesures des ordonnances Macron votées en 2017 et dont nous continuons de demander l'abrogation.**

C'est la casse généralisée du statut général de la Fonction publique.

C'est pourquoi **le SPASEEN-FO** appelle ses syndicats et militants à faire connaître largement ses revendications et à agir pour leur satisfaction, en organisant partout, avec les unions départementales et sa fédération la FNEC FP-FO des réunions et heures d'informations syndicales pour débattre et décider avec les personnels des moyens d'action pour préparer la grève le 9 mai.

C'est pourquoi le 9 mai, il faut rappeler nos revendications pour :

- L'augmentation générale des salaires à travers l'augmentation du point d'indice d'au moins 16 % ;
- La défense du Statut général de la Fonction publique et des statuts particuliers ;
- La création massive de postes occupés par des fonctionnaires titulaires ;
- La titularisation immédiate des contractuels ;
- Le maintien des services publics nationaux ;
- Le refus des mutualisations et restructurations ;
- La défense de la Sécurité Sociale ;
- le maintien du code des pensions civiles et le refus de tout système de retraites par points.

RÉSISTER ! REVENDIQUER ! RECONQUÉRIR !